



**SUCCÈS
ET DÉRAPAGES**

**951 LABORATOIRES
EN FRANCE, DONT
185 CENTRES COVID**

**50% DES TESTS PCR
RÉALISÉS EN ÎLE-DE-FRANCE**

**23% DU MARCHÉ
DE LA BIOLOGIE PRIVÉE**

Stéphane
Eimer, P-DG
et actionnaire
majoritaire
de Biogroup.



**400 MACHINES
DE TESTS PCR, CONTRE
40 AVANT LA CRISE**

**4 000
COLLABORATEURS
EMBAUCHÉS**

**7 SITES OUVERTS
À LONDRES POUR AIDER
À GÉRER LA CRISE COVID**

STEPHANE GRANGIER POUR CAPITAL

BIOGROUP

Le labo qui dit merci au Covid

La crise sanitaire a accéléré la concentration des laboratoires privés. Et généré de grosses marges. Né en Alsace, Biogroup fait partie des gagnants.

PAR FRÉDÉRIC BRILLET

Cela s'appelle avoir du flair : au printemps 2020, alors que la pandémie déferle sur la France, le gouvernement affirme vouloir réserver les tests anti-Covid aux seuls hôpitaux publics. Dans ce contexte, nombre de laboratoires d'analyse biologique hésitent à investir dans de coûteuses machines de tests PCR. Pas Stéphane Eimer. Le P-DG et actionnaire majoritaire de Biogroup négocie à tout-va avec les équipementiers et paie cash. Médecin biologiste de formation, il connaît les rouages de l'hôpital public. La lourdeur de ses procédures et sa fâcheuse habitude de tout régler à 90 jours. «Je présentais que le schéma initial ne pouvait tenir vu l'ampleur de la crise et qu'on allait vite devenir indispensables», raconte Stéphane Eimer. Quelques semaines plus tard, les pouvoirs publics appellent effectivement en renfort les laboratoires privés. Entre-temps, Biogroup a déjà pris de l'avance.

En un an, le groupe a triplé ses investissements dans les consommables et machines de tests PCR, et recruté 4 000 personnes, portant son effectif à 10 000 collaborateurs dans l'Hexagone. Un effort exceptionnel

qui lui a permis d'absorber la ruée vers les laboratoires de biologie médicale : en 2020, les dépenses des Français y ont bondi, selon le ministère de la Santé, de 37,4% grâce aux tests PCR entièrement pris en charge par la Sécurité sociale. L'année 2021 devrait s'achever sur un bilan tout aussi positif pour Biogroup, malgré les baisses successives de tarifs, puis la fin du remboursement intervenue le 15 octobre dernier. Numéro 1 en France avec 23% du marché de la biologie privée, Biogroup a ainsi engrangé 1,3 milliard d'euros de chiffre d'affaires en 2020, et il devrait encore connaître cette année une croissance à deux chiffres grâce aux tests Covid, qui ont plus que compensé le recul des analyses de routine consécutif aux confinements. En 2017, l'entreprise ne pesait «que» 215 millions d'euros.

LE COVID N'EXPLIQUE PAS TOUT.

Cette croissance exponentielle doit également beaucoup à une politique ambitieuse de rachats, amorcée bien avant la crise sanitaire. Lorsque le fondateur de Biogroup a ouvert en 1998 son premier laboratoire en Alsace, le marché français se composait surtout de petits ...



Les plus gros laboratoires dégagent une marge nette de 15 à 20%

... opérateurs monosites, qui réalisaient sur place les prélèvements et analyses sous la direction d'un médecin biologiste. Dans l'Allemagne voisine, Stéphane Eimer avait observé un modèle plus concentré et structuré. «J'ai voulu conjuguer la proximité du modèle français et l'efficacité germanique», résume-t-il. Il rachète des concurrents, région par région, puis les rattache à de gros plateaux à l'allemande, équipés de machines coûteuses mais performantes. Ainsi en Ile-de-France, quatre plateaux techniques suffisent pour effectuer les analyses de 200 laboratoires de quartier, qui se contentent de prélever et de restituer les résultats aux patients.

CE MODÈLE, qui réduit fortement les coûts en mutualisant les équipements et les expertises, devient vite incontournable. Depuis une décennie, la Sécurité sociale serre la vis aux laboratoires sur les plans financier (alors même que leur chiffre d'affaires dépend à plus de 80% de tarifs imposés) et réglementaire en durcissant les normes. Avec pour double objectif d'améliorer la qualité des prestations et d'en abaisser les prix. A ce régime, les petits disparaissent et les moyens se font racheter par les gros, qui misent sur des économies d'échelle pour préserver leurs marges. «En dix ans, les tarifs des analyses ont baissé de 50%. Dans cinq ans, il ne restera plus qu'une demi-douzaine de grands opérateurs sur le marché français», analyse Stéphane Eimer. Le leader continue d'y contribuer en prenant des parts, «de préférence majoritaires», dans le capital des indépendants, souvent des biologistes. Cette année, Biogroup a mis la main sur trois opérateurs (Dyomedeia Neolab, Laborizon et Oriade-Noviale) et étend en parallèle son empire en Belgique et au

Luxembourg. De quoi peser encore plus lourd dans les négociations avec ses fournisseurs...

Mais il n'est pas le seul à mener cette chasse : Cerba, Eurofins et Synlab qui le talonnent font aussi monter les enchères. Conséquence ? Les prix de rachat ont doublé en une décennie. «Les groupements de taille moyenne se valorisent entre 250 et 300% du chiffre d'affaires, mais les grosses structures peuvent dépasser les 300%», précise Laurent Kbaier, directeur de la communication de Biogroup. Cette hausse s'explique aussi par la rentabilité des gros opérateurs qui dégagent une marge nette autour de 15 à 20%. Avec pour conséquence l'afflux de fonds d'investissement dans le secteur. Ainsi le fonds ICG et la Caisse de dépôt et placement du Québec sont-ils entrés au capital de Biogroup pour l'épauler dans sa politique d'acquisitions.

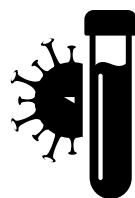
La manne des tests PCR (les tests antigéniques sont, pour leur part, la chasse gardée des pharmaciens), réalisés à 85% par les laboratoires privés, a contribué à améliorer leur rentabilité. En 2020, ils ont ainsi effectué près de 30 millions de tests et vu le montant des honoraires versés par la Sécu progresser de 56%. Cette année, le prix de remboursement a certes baissé, passant de 74 à 43,85 euros. Mais nos biologistes réalisent encore une marge brute de 10 euros. Selon la banque d'investissement

Degroof Petercam, les tests ont permis d'augmenter la marge d'exploitation (Ebitda) de 50%.

Biogroup anticipe en 2022 une chute de 80% de son activité sur les tests Covid. Est-ce à dire que le laboratoire a surinvesti ? Pas du tout, assure Stéphane Eimer : «Une partie des machines de tests PCR acquises au début de la pandémie ont déjà été rentabilisées du fait de la forte activité. Ensuite, on s'inscrit sur le moyen terme : ces équipements vont nous servir pour détecter de manière plus fiable une trentaine de pathologies infectieuses dans les sphères génitale, digestive, respiratoire. Enfin, dans un contexte post-Covid où la santé publique demeure au cœur des préoccupations, il faut s'attendre à ce que les autorités sanitaires prennent en charge le dépistage d'autres maladies, ce qui nous permettra de faire tourner nos machines.» Biogroup veut ainsi tripler le nombre de pathogènes que l'on peut détecter au moyen d'une seule analyse PCR. D'où un gain en productivité, rapidité et fiabilité par rapport aux techniques traditionnelles de la microbiologie pasteurienne.

CETTE INDUSTRIALISATION et cette concentration du secteur ne font toutefois pas que des heureux. Des médecins biologistes qui ne peuvent tous devenir actionnaires significatifs s'inquiètent de voir leur rémunération se limiter aux honoraires (10 000 euros brut mensuels tout de même) et leur pouvoir s'éroder. En bas de l'échelle, les secrétaires et techniciens de laboratoire se plaignent d'une répartition inéquitable des fruits de la croissance, au point que Biogroup a subi une grève en novembre dernier. «La charge de travail et les heures supplémentaires ont explosé, mais on n'a obtenu aucune augmentation de salaire depuis huit ans, juste une prime de 1 500 euros en 2020», pointe un représentant du personnel. Durant cette période folle, le secteur a, semble-t-il, négligé le social. «Les grands opérateurs vont probablement devoir revaloriser les conditions de travail et de rémunération pour réduire le turnover et sécuriser leurs opérations», pronostique Julien Gautier, partner chez Roland Berger. ■

150 MILLIONS de tests PCR et antigéniques réalisés en France entre le 1^{er} mars 2020 et le 1^{er} octobre 2021.



À L'ÉTRANGER, DES TESTS REMBOURSÉS SOUS CONDITIONS

Pays	Conditions de la gratuité	Tarifs
Allemagne	Symptômes ou cas contact	De 60 à 190 euros
Espagne	Symptômes ou cas contact	De 110 à 180 euros
Italie	Symptômes ou retour d'un pays à risque	De 59 à 130 euros
Royaume-Uni	Symptômes	De 130 à 250 euros

En France, la gratuité des tests a coûté plus de 6 milliards d'euros à la Sécurité sociale en 2021. Gratuité aussi au Danemark, en Norvège et en Belgique. Dans les autres pays, le remboursement se fait sur prescription et est soumis à conditions.